



DÉCLARATION LIMINAIRE FORMATION SPÉCIALISÉE DU 16/06/2026

Monsieur le Président

Puisque malheureusement les conditions de travail ne s'améliorent pas, il est de notre devoir de syndicat de pousser notre éternel « coup de gueule ». Non seulement elles ne s'améliorent pas, mais bien au contraire, elles se détériorent. La preuve en est des demandes de mutations entre services, pour s'octroyer une petite pause de nouveautés avant de suffoquer de nouveau, des fiches de signalement augmentant, de nombreux arrêts maladie et burn-outs, la difficulté de la Dgfp à recruter (la jeune génération n'est pas folle, elle, elle a bien senti le traquenard !)...

Et dans le menu conditions de travail en berne, on demande la densification de la Boudronnée qui annonce un beau « bordel » et des dépenses à tout-va, pour tout casser de nouveau dans 2 ans, car les lubies de nos grands penseurs parisiens (politiques et hauts gradés) auront encore changé ! Qu'est ce qu'on va bien travailler dans ces futures open spaces : n'importe quel débutant en économie vous le dira, un suicide annoncé pour la productivité !! On demande des contribuables de plus en plus agressifs, mais c'est bien normal car je cite l'un d'entre eux « ici, il faut crier pour obtenir quelque chose », ils auraient tort de se priver ! On demande des suppressions d'emplois, des applications défailtantes (le fameux Gesloc des SDIF qui restera dans l'histoire des applications informatiques, non, non pas pour son brillant succès), une charge de travail qui augmente, du fait du tout en ligne, un Directeur qui n'a même pas une journée tous les 3 mois à consacrer aux conditions de travail des agents qu'il gère (visiblement, il pense comme la CGT que parfois les instances ne servent malheureusement pas à grand chose), une absence généralisée de dialogue sociale, bref on va s'arrêter là, car la liste du menu pourrait être encore longue.

Sarcasmes mis à part, les railleries de la CGT ne sont pas gratuites, mais servent juste à dénoncer un dysfonctionnement du travail de plus en plus présent et catastrophique, dans son organisation, dans son adaptation logistique et dans ses conditions.

Nous sommes également forces de propositions, car la critique doit rester constructive, c'est pourquoi la CGT demande :

- des conditions de travail adaptées à la complexité de notre travail : des bureaux de 3/4 collègues maximum, qui nous permettent des espaces plus silencieux, adaptés à la réflexion qu'impose nos missions.

- des locaux dédiés à la réception téléphonique, bien insonorisés ;
- un accueil plus sécurisé : c'est-à-dire que les personnes agressives ne soient pas reçues et n'obtiennent pas ce qu'elles souhaitent afin d'éviter ces réflexions, « ici, il faut crier pour obtenir quelque chose » ;
- un management humanisé et adapté : que chaque chef prenne ses responsabilités ;
- une baisse des charges de travail, un ralentissement des nouveautés contre-productives ;
- plus d'agents et plus de formations en local !

Nous voudrions également savoir ce qu'il en est des éventuelles suppressions de SGC (Auxonne, Is-sur-Tille...)

Et enfin notre dernière demande sur un sujet dramatique, qui pour la CGT, a été passé sous silence, concerne la mort de notre collègue Raphaël Guyot. Un tel sujet ne peut rester sans suite, le but n'étant évidemment pas d'enquêter sur son décès mais sur les conditions de travail de la DIRCOFI.

Suite à nos rencontres avec les collègues de ses deux derniers services (DIRCOFI et DARFREC), La CGT demande qu'une enquête prévue par l'article R253-49 du code général de la fonction publique soit ouverte conjointement avec la FS de la DIRCOFI, concernant le service de la Dircofi Dijon, afin de comprendre les déterminants professionnels de ce service.